

Cher-e-s camarades,

C'est avec beaucoup de plaisir et d'émotion que je conclus nos travaux. Je crois que nous venons de vivre un congrès important. C'était le 3e de notre jeune parti. Nous avons tous le sentiment qu'il peut marquer une étape importante.

Je veux tout d'abord vous remercier de la confiance dont vous me témoignez, en me portant à la présidence de la gauche européenne, et à travers moi, au PCF et aux trois formations du Front de gauche en France. Je ferai tout pour être digne de cette confiance et faire du mandat confié à notre parti, un mandat de progrès politique pour nos combats communs.

Je veux, à nouveau, saluer en votre nom, toutes celles et ceux, au premier rang desquels Lothar, qui ont mené à bien le deuxième mandat écoulé.

Je veux enfin remercier tous les membres du Bureau exécutif et du secrétariat sortants qui, en lien avec les équipes militantes du PCF à Paris, ont permis la préparation et la réussite de ce congrès. Merci à tous.

Nous le savions en démarrant nos travaux. Nous sommes dans un moment historique, un moment clé pour l'avenir de l'Europe.

Les développements de la crise capitaliste à l'échelle internationale -une crise systémique du modèle capitaliste financier mondialisé- sont en train de plonger l'Europe dans un engrenage régressif dramatique.

Les logiques ultralibérales qui dominent l'actuelle construction européenne ont consacré la toute puissance des marchés financiers. Et ces marchés en crise cherchent aujourd'hui à faire payer leur crise à tous les salariés de l'Union européenne.

Il ne s'agit pas seulement d'une crise financière. C'est une crise globale, financière, économique, sociale, écologique, politique et démocratique. Ce sont tous les modèles de développement humain qui sont en cause.

Nous en avons tous conscience. La situation est devenue alarmante.

Les sacrifices inouïs imposés au peuple grec et la mise en place d'un fonds dit de « stabilité financière » associant les Fonds monétaire international devaient assurer le sauvetage de la zone euro. Il aura suffi de quelques mois pour que s'effondre ce château de cartes. Irlande, Portugal, Espagne, Italie, France, Grèce ... tous les peuples sont dans le collimateur.

Quelle leçon essentielle tirer de cet échec retentissant qui se paye au prix fort par la paupérisation de millions d'Européens, les privatisations des biens publics, la récession économique dans plusieurs pays et la mise sous tutelle d'Etats officiellement souverains? D'abord, et avant tout, qu'il est urgent et vital de libérer l'Union européenne et ses Etats membres de l'hyperdépendance aux marchés financiers. En réalité, l'Union européenne est aujourd'hui placée devant ce défi stratégique: soit risquer la décomposition, soit accepter sa transformation!

C'est la vérité que les promoteurs de l'actuelle construction européenne veulent occulter, car elle pousse à la remise en cause de fondements essentiels de tous les traités européens. Aujourd'hui, les « réalistes » en Europe, c'est nous, ceux qui osent dire qu'il faut remettre en cause les logiques dominantes actuelles. Sinon, où irons-nous? Où ira l'Europe? Vers des plans d'hypercraie répétés, vers de nouvelles et plus graves encore crises financières, vers des remises en cause de plus en plus inquiétantes des libertés et de la démocratie.

Prenons le cas de l'Espagne et du plan d'austérité amorcé mercredi par Jose Luis Zapatero: suppression de l'allocation de 426 euros pour les chômeurs en fin de droits qui concerne 700 000 personnes, cadeaux fiscaux, privatisations des opérateurs aéroportuaires... Ils ne s'arrêtent pas!

Prenons le cas de la Hongrie: dans l'indifférence générale et celle de l'Union, un régime d'ultra-droite, nostalgique des heures les plus sombres de l'Europe, impose la restriction de toutes les libertés.

Il faut stopper cette machine infernale. Seule la levée d'un mouvement de masse profond des peuples pour une autre vision de leur coopération peut inverser la donne.

L'espoir nous vient précisément de là. Des mobilisations exceptionnelles se sont levées ces derniers mois. Chacun ici en a témoigné: Portugal, Espagne, Italie, Allemagne, France, Irlande, Grèce... Un climat nouveau de lutttes gagnent les peuples, les syndicats. D'impressionnants rassemblements populaires expriment le rejet du tournant vers l'austérité et le détricotage des droits conquis, et crient le besoin de justice, de démocratie et de dignité. Ce retour du peuple sur le devant de la scène est, potentiellement, un atout décisif pour le succès d'une vraie politique de gauche.

Or, hélas, nous mesurons, dans le même temps, la frustration causée par l'absence de formes d'organisation permettant aux gens d'intervenir sur le contenu des politiques qu'ils souhaitent voir appliquer, par l'absence de perspectives crédibles d'un vrai changement à gauche. Non seulement, nombre de gouvernements contestés sont dirigés par un leader du PSE, mais les orientations en cause sont élaborées de conserve entre conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates au sein des institutions européennes. Voilà où le bât blesse. C'est à changer cette donne majeure que toutes les forces de gauche ont, aujourd'hui en Europe, le devoir de s'atteler. C'est difficile, mais possible. C'est en tout cas incontournable.

Où en est-on?

Jusqu'à il y a six ans à peine, si les différentes familles de la droite, les socialistes ou les Verts avaient leur parti européen, la gauche de « transformation » et, pour cette raison même, favorable à une refondation progressiste de la construction européenne, était, elle, dispersée. Elle avait, certes, réussi à réunir ses élus et élues européens dans un seul groupe clairement identifié, à Strasbourg et à Bruxelles, mais elle ne disposait d'aucun espace politique où tous les partis concernés pouvaient confronter leurs réflexions, organiser des initiatives communes et travailler aux nécessaires alternatives en Europe. Depuis 2004, avec le PGE, cette lacune est comblée. C'est un grand pas en avant.

Cette courte période a, d'ores et déjà, été mise à profit. Le PGE progresse et s'élargit.

Mais l'enjeu de notre congrès était autre. Nous l'avons tous dit. Il ne s'agit pas seulement de continuer mais d'entrer dans une nouvelle étape.

Je crois que notre troisième congrès va nous le permettre. Permettez-moi quelques remarques sur les acquis forts de ce congrès.

- 1) Nos interventions ont montré, au-delà de notre diversité de situations et de rapports de forces nationaux, une très grande convergence d'analyses sur la nature de la crise, ses racines et ses dangers, sur la crise aiguë traversée par l'Europe.
- 2) Chacun a témoigné à sa manière de l'urgent besoin de désormais travailler d'un même pas aux résistances et aux alternatives politiques. C'est l'enjeu de la nouvelle étape pour le PGE S'imposer comme un acteur politique de premier plan en Europe, pour faire exister et se développer une voie d'alternatives politiques de gauche dans l'Union européenne.
- 3) Je crois que, pour cela, l'une des forces sera notre capacité à faire converger les fronts de luttes multiples qui existent, en montrant leurs communautés d'intérêts.

✓ Il est évident pour nous que la lutte pour s'émanciper des logiques d'exploitation capitaliste du travail, de domination des marchés financiers et celle pour un nouveau mode de **développement écologique** vont de pair. Ceux qui pillent les peuples sont aussi ceux qui pillent les ressources de la planète.

✓ De même, il faut souligner l'importance des combats pour **les libertés**, contre **les xénophobies**. **L'égalité des genres** est, de la même manière, un enjeu central de la lutte pour l'émancipation et l'élimination des dominations. Nous devons en faire un axe essentiel, permanent, visible de notre action.

✓ **La paix** est également, dans ces conditions de crise grave, un défi de première importance. L'Europe sait le prix que nous pouvons payer à trop de faiblesses devant les tentations bellicistes quand le capitalisme est en crise. Nous refusons l'engrenage actuel de l'OTAN, l'implication de l'Europe dans la guerre d'Afghanistan. Nous voulons une Europe qui agisse partout pour la résolution des conflits et le respect des droits des peuples dans l'intérêt des peuples: Sahara occidental, Palestine, Chypre où nous soutenons le combat de nos camarades de l'AKEL pour une réunification en une fédération bi-zonale et bi-communautaire sur la base des résolutions de l'ONU.

Nous voulons une Europe qui agisse pour de nouvelles coopérations et un autre monde. Je veux encore saluer les délégations venues d'Amérique latine, celles venues d'Afrique.

Nous avons également adopté toute une série de résolutions qui exprime clairement notre feuille de route et d'actions.

Je veux insister sur la décision d'initiative politique qui est la nôtre.

Le cœur de l'affrontement de ces prochains mois sera de combattre les politiques d'hyperaustérité, de lutter contre la mise sous tutelle des parlements et des budgets nationaux. Notre campagne vise la création d'un Fonds européen de développement social financé par la taxation des transactions financières et un nouveau rôle de la BCE.

Avec l'initiative politique, une pétition européenne que nous lançons, ce n'est pas simplement une résolution que nous avons adoptée, c'est la plus grande campagne politique d'action qu'ait jamais décidée le PGE.

Cette campagne sera la première à utiliser le nouveau droit d'initiative citoyenne. Nous voulons avec cette initiative que les peuples européens redeviennent l'acteur politique incontournable de la construction de l'Union européenne.

Cela se fera par une mobilisation de masse au plan européen et dans chacun de nos pays.

Le bureau exécutif aura à mettre en place cette initiative. Ce devra être une campagne de longue haleine. Qu'on imagine le résultat: 1 million d'Européens pour une réorientation radicale de l'Europe! Cela changerait tout.

L'autre décision importante de notre congrès est celle de donner un nouvel élan à notre travail collectif, grâce à un nouveau fonctionnement et une nouvelle composition plus collégiale de la direction.

Deux principes doivent nous guider:

1) Le respect de chacun de nos partis. Nous travaillons à égalité, à l'image de l'Europe que nous voulons.

2) La transparence, la solidarité. Il ne saurait désormais y avoir des partis qui sont « consultés » et d'autres seulement « informés ».

Chaque parti a droit à la parole et **le consensus** est pour nous une manière, non pas de bloquer la machine, mais bien de progresser ensemble **vers ce qui nous unit le plus**.

Nous avons fait le choix de renforcer le travail collectif et collégial en nous dotant de 4 vice-présidents. Le secrétariat, aussi, évoluera dans sa façon de travailler.

La couverture géographique de notre action incite au travail en commun.

Enfin, cette nouvelle phase du PGE cherche à favoriser l'implication des adhérent-e-s de nos formations respectives. Cela renforcera l'assise démocratique du PGE.

Voilà, mes camarades,

Nous allons nous mettre au travail, forts de nos convergences et parce qu'avec les urgences sociales, politiques, les enjeux démocratiques, nous nous devons de répondre au besoin d'alternative qui frappe à toutes les portes.

Nous avons pris des décisions qui nous rassemblent et décidé d'une campagne politique forte.

Nous nous sommes dotés d'une nouvelle direction: alors, tous ensemble, au travail!

Bon travail et bon courage.

Vive la solidarité de tous les peuples européens.